



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 17 octobre 2022

Régional

CAE : Les taxes constituent toujours un grand obstacle au commerce

La communauté des affaires de la région souhaite que les taxes et les lois protectionnistes soient revues pour rendre leurs produits compétitifs. Ces plaintes sont apparues à la fin d'une exposition de fabricants (*manufacturers exhibition*) la semaine dernière à Kampala, au cours de laquelle la communauté d'affaires a critiqué les régimes fiscaux, qui rendent plus difficile le maintien des entreprises. Le protectionnisme du marché intérieur figure également parmi les plaintes. Par exemple, l'*Uganda Manufacturers Association* accuse le Kenya, la Tanzanie et le Rwanda de pratiques protectionnistes. A l'inverse, le Kenya accuse Kampala de violer l'union douanière en imposant des taxes irrégulières sur les jus de fruits et les produits pharmaceutiques fabriqués au Kenya. Auparavant, l'Ouganda avait adopté une loi controversée exigeant que les jus de fruits et de légumes (à l'exception des jus fabriqués à partir d'au moins 30 % de pulpe de fruits et de légumes cultivés en Ouganda) soient taxés à hauteur de 12 %, soit 0,06 USD par litre.

D'après l'analyse d'*iwacu*, cette hausse de prix de ciment a causé une forte pénurie du produit à Bujumbura.

Burundi

Forte augmentation du prix du ciment et des denrées alimentaires

Les prix des denrées alimentaires de première nécessité continuent de monter en flèche depuis plusieurs mois dans la capitale économique Bujumbura. Par exemple un bidon de 5 litres de l'huile de palme a augmenté de 28 % et 1 kilogramme de grains de maïs a augmenté de 80 %. Le prix du ciment a aussi connu une forte augmentation qui, d'après le l'entreprise *Burundi Cement Company (Buceco)*, est dû aux problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement.

Comores

Pas de brève cette semaine

Djibouti

Pas de brève cette semaine

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine

🍷 Ethiopie

Interdiction d'allocation de devises pour 38 catégories de produits

Afin d'économiser des devises, le ministre des finances a annoncé le 14 octobre une nouvelle mesure visant à interdire l'allocation de devises aux importateurs pour toute opération concernant l'achat à l'étranger d'une liste de 38 catégories de produits. Les produits visés vont de l'anecdotique (calendriers ou mannequins) à des catégories sensibles et représentant en cumulé des parts non négligeables des biens de consommation/d'équipement importés (véhicules automobiles, vins, bières et spiritueux, ameublement...). Ces produits correspondent pour la plupart aux habitudes de consommation des classes les plus aisées (équipements de cuisine en céramique et porcelaine, parfums et eaux de toilette, joaillerie...) allant dans le sens de l'objectif affiché de cette mesure, qui est d'allouer les devises disponibles en faveur des biens à caractère prioritaire (alimentation de base, médicaments notamment). Cette mesure semble faire l'objet d'une interprétation large et s'étendrait aux opérateurs générant des devises, auxquels il serait interdit d'en faire usage pour importer les produits visés. Cette décision fait suite à l'annonce par la Banque centrale de mesures incitatives aux dénonciations individuelles de transactions illégales réalisées sur le marché noir du change, mesures elles-mêmes accompagnées d'une intense campagne de répression des opérateurs et parfois même des clients de ce marché (incarcération, gel de plus de 250 comptes bancaires...).

Promotion de l'offre française auprès d'*Ethiopian Airlines*

Business France et le Service économique d'Addis-Abeba ont organisé une mission dans le secteur aéronautique du 13 au 14 octobre 2022 à Addis-Abeba. Au total, 18 entreprises françaises, expertes dans le secteur, ont été mobilisées pour rencontrer le groupe *Ethiopian Airlines (EAG)*. Les entreprises ont pu échanger avec chaque division du groupe (compagnie aérienne, aéroport, cargo, MRO, service au sol notamment) sur leur plan de développement stratégique et ont eu l'opportunité de présenter leurs dernières technologies, services et solutions à l'équipe dirigeante d'EAG dont le PDG, Mesfin Tasew. La compagnie *Ethiopian Airlines* a commencé à desservir la France en 1971 et opère désormais 7 vols/semaine vers Paris et 3 vols/semaine vers Marseille. Par ailleurs, la compagnie compte 18 Airbus A350-900 dans sa flotte d'avions commerciaux (6 autres avions sont en commande dont 4 Airbus A350-1000).

🍷 Kenya

KPMG : *Safaricom* a créé 1,1 million d'emplois directs et indirects l'année dernière

Une étude du cabinet de conseil KPMG montre que les activités de *Safaricom* ont généré plus de 1,1 million d'emplois directs et indirects l'année dernière. Le rapport, qui a été commandé par *Safaricom*, montre que les appels, les données et son service de *mobile money (M-Pesa)* de la société ont généré des emplois directs et indirects par le biais de produits et services qui en résultent. Ce résultat va à l'encontre de la tendance observée dans les entreprises kényanes, qui a vu de nombreuses entreprises arrêter l'embauchement. Selon le rapport de KPMG, l'ensemble des opérations commerciales de l'opérateur de télécommunications a généré 727 Mds KES (environ 6,1 Mds EUR) dans l'économie au cours de l'année qui s'est terminée

en mars, ce qui équivaut à 5,25% du PIB du Kenya. Ce chiffre est en hausse par rapport aux 664 Mds KES (5,6 Mds EUR) de l'année précédente. *M-Pesa* emploie à lui seul des milliers d'agents et est utilisé par un grand nombre de commerçants pour traiter les paiements, ce qui lui fait un acteur clé du système de paiement national. Pour rappel, la valeur des actions de *Safaricom* à la *Nairobi Securities Exchange (NSE)* représente plus de la moitié de la valeur de toutes les entreprises cotées à la bourse.

Un peu plus d'un an après son inauguration, le port de Lamu peine à dynamiser ses activités

Le port commercial de Lamu, dont les trois premiers points d'amarrage ont été construits par l'entreprise chinoise *China Communications Construction Company (480 MUSD)*, a été inauguré en juillet 2021. Les activités du port n'ont toutefois pas connu la dynamique attendue : seuls 13 navires ont accosté au port depuis son inauguration (*Maersk*, *CMA CGM*, *AMU*), soit 1821 conteneurs de 20 pieds, et 213 tonnes de fret conventionnel. Le port de Lamu s'inscrit dans le projet de corridor logistique *LAPSSET* (Lamu, Sud Soudan, Ethiopie) initié dans la volonté de développement économique régional et d'aménagement stratégique d'un territoire historiquement isolé et peu intégré. Le projet intègre la construction d'infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, ports et pétrolières pour un montant de 25 Mds USD. Le retard pris dans la construction de ces axes contribue à la faible activité du port de Lamu, en l'absence de moyens de transports adéquats pour transporter et distribuer les marchandises. La *Kenya Port Authority (KPA)* tente de dynamiser le port par, entre autres : i) l'installation de facilités permettant l'accès aux ports des navires de grande capacité (> 10000 conteneurs) ; ii) l'ouverture envisagée de points d'amarrage pour les marchandises spécialisées et iii) des discussions avec les autorités portuaires saoudiennes afin d'accélérer le commerce entre les ports de Jeddah, Lamu et Mombasa.

Madagascar

La Banque centrale relève les taux de facilité de dépôt à 8,1% et de prêt marginal à 10,1%

Suite à la réunion de son comité de politique monétaire le 18 octobre, la Banque centrale malgache (BFM) a une nouvelle fois décidé de modifier le corridor des taux d'intérêt en relevant le taux des facilités de dépôt de à 8,1% après une hausse de 6% à 6,9% en août dernier. Celui des facilités de prêt marginal augmente également à 10,1% (après une hausse de 8% à 8,9%). Le coefficient des réserves obligatoires unique est pour sa part maintenu à 13%. La banque centrale motive sa décision par les pressions inflationnistes générées par la volatilité des prix à l'international de l'énergie et des matières premières, liées au conflit en Ukraine. Par ailleurs, la Banque centrale a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2022 (3,6% contre 4,3% initialement prévus).

Maurice

Pas de brève cette semaine

Ouganda

Le durcissement des conditions de crédit inquiète la banque centrale

Afin d'assurer son objectif de stabilité des prix, la *Bank of Uganda (BoU)* mène depuis plusieurs mois une politique de hausse de son taux directeur (*Central Bank Rate - CBR*) en réponse à l'inflation. Celui-ci, fixé à 10% en octobre, se répercute sur les conditions d'octroi de crédits aux ménages et aux entreprises du secteur privé, dont le *cash-flow* se contracte à mesure que les taux augmentent. Les banques commerciales se

montrent plus sélectives concernant les crédits alloués, entraînant une baisse de 56 % du taux d'octroi de prêt en ce dernier trimestre selon le gouverneur de la BoU (*Martin Atingi-Ego*). A cela s'ajoute la hausse des taux d'intérêt pratiqués par les banques qui, selon le dernier rapport de stabilité financière, a conduit à une hausse du taux de prêts non performants (5,73 % des prêts bruts totaux en juin). Le rapport indique que ce taux se rapproche doucement du record des 10 % de prêts non performants atteint en 2017.

📍 Rwanda

Le fonds souverain du Rwanda investit 8 MUSD dans le capital du « bras financier » de la COMESA

Le fonds souverain du Rwanda, *Agaciro Development Fund (AgDF)*, a annoncé avoir investi plus de 8 MUSD dans le capital de la Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe (TDB). Basée au Burundi, la TDB, anciennement PTA, est considérée comme étant le bras financier de la COMESA. Agaciro devient ainsi le premier fonds souverain à investir dans cette banque, rejoignant ainsi un total de 18 autres investisseurs institutionnels d'Afrique et du reste du monde. Cet investissement (0,47 % du capital) s'ajoute aux investissements précédents du fonds de pension (RSSB) et du gouvernement rwandais dans la TDB (soit une participation totale du Rwanda de 6 %). Selon la direction d'Agaciro, cet investissement s'inscrit dans la nécessité de diversifier ses investissements, notamment vers l'international où un seul investissement, au Royaume-Uni avait été réalisé avant cette annonce. Cette annonce intervient au moment où Agaciro a récemment cédé deux entreprises locales, *Multisector Investment Group (MIG)* et l'usine de thé Mushubi, ramenant son portefeuille à 31 entreprises.

15 Mds Frw nécessaires pour le remplacement de 400 systèmes de distribution d'eau en milieu rural

Selon le Ministre des Infrastructures, Dr Ernest Nsabimana, près de 400 systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones rurales sont vétustes et dysfonctionnelles, rendant nécessaire leur remplacement. L'accès à l'eau potable demeure faible dans certains districts tels que Burera (43 %), Nyabihu (56 %) ou Nyagatare (60 %), contraint par une hausse des prix de l'eau imposée par les administrateurs de l'eau, le manque de moyens pour la rénovation des réseaux et le drainage de certaines sources d'eau par les activités agricoles et le changement climatique. Afin d'y remédier et atteindre l'objectif d'un accès universel à l'eau potable dans le pays à horizon 2024, un plan de remplacement des anciens systèmes de distribution d'eau pour capter l'eau des rivières et construire des mini-usines de traitement de l'eau a été élaboré, selon le Ministre. Près de 15 Mds Frw (14,3 MEUR) seraient nécessaires pour mettre en œuvre ce plan, posant un défi de financement au Ministère, dont le budget est insuffisant pour couvrir ces besoins.

📍 Seychelles

Le rebond du secteur touristique plus rapide que prévu

Avec l'arrivée de plus de 258 000 touristes sur l'archipel de janvier à ce jour, le scénario le plus optimiste de reprise du secteur a été dépassé. Ce scénario, établi par le département du tourisme en début d'année, représentait environ 2/3 du nombre d'arrivées de visiteurs en 2019 (380 000 entrées enregistrées), la meilleure année pour l'industrie touristique du pays. Selon la secrétaire principale au tourisme, un total de 330 000 touristes devrait être comptabilisé d'ici la fin de l'année. En particulier, les annulations en provenance de Russie et d'Ukraine ont été

comblées par les marchés d'Europe occidentale, grâce à l'assouplissement des restrictions de voyage qui a coïncidé avec le début de la guerre en Ukraine.

❖ Somalie

Pas de brève cette semaine

❖ Soudan

Poursuite de la baisse de l'inflation au mois de septembre

Le *Central Bureau of Statistics* a annoncé la baisse du taux d'inflation pour le mois de septembre à 107% en glissement annuel, comparé à 117% au mois d'août. Dans le même temps, la livre soudanaise reste relativement stable, son cours oscillant autour de 580 SDG pour 1 USD. Dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2022, le FMI prévoit pour le Soudan, une « amélioration » de ce taux d'inflation annuel pour 2022, puisque, si en avril dernier le FMI tablait sur un taux annuel de 245%, en novembre le taux estimé s'élèverait à 155% (comparé à 359% en 2021).

❖ Soudan du Sud

Développement du secteur agricole grâce aux investissements publics et privés

Une semaine après la subvention de 8,1 MUSD versée par la Banque Africaine de Développement (BAD) en faveur de la sécurité alimentaire, le ministère de l'Agriculture a reçu plus de 120 MUSD pour mettre en œuvre le plan directeur global de l'agriculture. Sur la liste des

donateurs, la Banque Mondiale ainsi que le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) s'ajoutent donc à la BAD. Le sous-secrétaire à l'agriculture (John Kanisio) a expliqué que cette nouvelle subvention servirait à financer un plan de réponse d'urgence à la crise alimentaire ainsi que le plan de développement de long terme du secteur, inscrit dans le *South Sudan Vision 2040*. Parallèlement aux financements des bailleurs de fonds, le pays cherche à attirer est les investisseurs étrangers dans les secteurs agricole et de l'énergie. Le ministre des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite (Faisal bin Farhan Al-Saud) a d'ailleurs confirmé l'intérêt porté par le pays pour ces secteurs, sans préciser quels investissements seraient effectués à l'avenir.

❖ Tanzanie

Les opérateurs de télécommunications tanzaniens ont acquis de nouvelles fréquences télécoms pour 187,5 MUSD

Les opérateurs de télécommunications tanzaniens *Vodacom*, *Airtel*, *Tigo* et *Halotel* ont acquis des fréquences supplémentaires d'une valeur totale de 187,5 M USD. Ces ressources télécoms mises aux enchères par l'Autorité de régulation des communications de Tanzanie (TCRA) permettront notamment aux opérateurs d'améliorer la qualité des services fournis aux populations. Au total, 11 blocs de fréquences ont été acquis dans les bandes de 700 MHz, 2300 MHz, 2600 MHz et 3500 MHz. Selon la TCRA, les fréquences nouvellement acquises devraient faire progresser l'infrastructure mobile et fixe à large bande de la Tanzanie pour améliorer la qualité des services. Elles devraient également permettre de réduire les coûts des communications mobiles. L'acquisition des fréquences supplémentaires intervient dans un contexte où les opérateurs télécoms tanzanien cherchent à améliorer la couverture et à moderniser leurs réseaux, notamment avec le déploiement de la 5G. Le 1^{er} septembre,

Vodacom a lancé cette technologie mobile de dernière génération, devançant ses concurrents. Le gouvernement tanzanien ambitionne notamment de connecter 80 % de la population à Internet d'ici à 2025 dans un contexte de transformation numérique accélérée.

Industrialisation de la filière noix de cajou et conquête du marché américain

Un premier conteneur de 20 pieds transportant 7,5 tonnes métriques de noix de cajou séchées et conditionnées pour la vente de détail au consommateur américain, a quitté le port de Mtwara pour les États-Unis le 5 octobre 2022, considérée comme une journée historique pour le secteur agricole tanzanien. Le pays a tenté pendant 30 ans d'entrer sur le marché américain, en vain. Le président de la société tanzanienne *Ward Holding Tanzania (WHT)*, Godfrey Simbeye, a décrit l'événement comme l'une des plus grandes percées économiques dans l'industrialisation de la noix de cajou depuis l'indépendance en 1961. Les noix de cajou ont été achetées aux agriculteurs par WHT, puis séchées

et conditionnées par *YYTZ Agro-Processing Co, co-entreprise* tanzano-américaine basée à Zanzibar. Cette première expédition de 7,5 MT devrait être suivie de nombreuses autres, WHT prévoyant pour cette saison d'acheter 600 tonnes de noix de cajou aux agriculteurs et de procéder à l'ajout de valeur ajoutée avant de les expédier sur le marché américain. Selon les statistiques du *Cashew Nuts Board of Tanzania (CBT)* la production annuelle de noix de cajou brutes pour la campagne précédente s'était élevée à 240 000 tonnes, dont seulement 14 000 tonnes avaient été transformées avant l'exportation.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner : heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©DGTresor